



Sommaire

- 1 Prix
- 2 Indicateurs Economiques et Financiers
- 3 La situation économique nationale au quatrième trimestre 2020
- 4 Les effets du mois de Ramadan 1442 sur l'évolution des prix à la consommation en 2021

Repères statistiques

BULLETIN MENSUEL

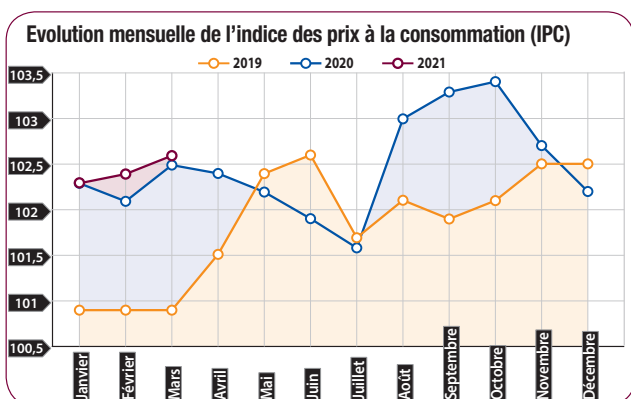
PRIX

Indice des Prix à la Consommation (Base 100 : 2017)

Evolution par division de produits

L'indice des prix à la consommation a connu, au cours du mois de mars 2021, une hausse de 0,2% par rapport au mois précédent. Cette variation est le résultat de la hausse de 0,3% de l'indice des produits alimentaires et de 0,2% de l'indice des produits non alimentaires.

Comparé au même mois de l'année précédente, l'indice des prix à la consommation a connu une hausse de 0,1% au cours du mois de mars 2021. Le taux d'accroissement de l'indice moyen des trois premiers mois de 2021, par rapport à celui de la même période de 2020, s'établit à 0,1%.



DIVISIONS DE PRODUITS	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEVRIER 2021	MARS 2021	VAR. %	2020	2021	VAR. %
Produits alimentaires	100,6	100,9	0,3	101,9	100,7	-1,2
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	99,6	100,0	0,4	101,2	99,8	-1,4
Boissons alcoolisées et tabac	125,4	125,4	0,0	120,1	125,4	4,4
Produits non alimentaires	103,5	103,7	0,2	102,6	103,5	0,9
Articles d'habillements et chaussures	103,6	103,6	0,0	102,9	103,6	0,7
Logements, eau, électricité, et autres combustibles	102,0	102,2	0,2	101,5	102,1	0,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	101,0	101,2	0,2	100,6	101,1	0,5
Santé	101,6	101,8	0,2	101,5	101,7	0,2
Transport	104,7	105,3	0,6	101,9	104,6	2,6
Communication	103,8	103,8	0,0	103,9	103,8	-0,1
Loisirs et culture	99,6	99,7	0,1	99,7	99,6	-0,1
Enseignement	110,3	110,3	0,0	108,5	110,3	1,7
Restaurants et hôtels	104,1	104,2	0,1	103,3	104,1	0,8
Biens et services divers	104,4	104,7	0,3	103,8	104,5	0,7
Indice général	102,4	102,6	0,2	102,3	102,4	0,1

Source : Haut Commissariat au Plan.

Evolution de l'IPC par ville

VILLES	INDICES MENSUELS			INDICES DES TROIS PREMIERS MOIS		
	FEVRIER 2021	MARS 2021	VAR. %	2020	2021	VAR. %
Agadir	102,9	102,9	0,0	102,3	102,8	0,5
Casablanca	102,9	102,9	0,0	102,4	102,9	0,5
Fès	102,2	103,0	0,8	103,2	102,5	-0,7
Kénitra	101,3	101,8	0,5	101,7	101,5	-0,2
Marrakech	102,1	102,5	0,4	102,3	102,2	-0,1
Oujda	101,4	101,3	-0,1	101,7	101,3	-0,4
Rabat	102,5	102,7	0,2	102,3	102,6	0,3
Tétouan	101,1	101,6	0,5	101,6	101,2	-0,4
Meknès	102,2	102,5	0,3	101,7	102,3	0,6
Tanger	102,2	102,5	0,3	102,3	102,2	-0,1
Laâyoune	102,9	103,3	0,4	103,5	103,1	-0,4
Dakhla	102,8	103,6	0,8	103,3	103,1	-0,2
Guelmim	104,3	104,3	0,0	105,0	104,3	-0,7
Settat	102,2	102,5	0,3	101,1	102,2	1,1
Safi	104,4	104,9	0,5	104,7	104,8	0,1
Beni-Mellal	101,6	102,5	0,9	101,9	101,9	0,0
Al-hoceima	101,4	101,7	0,3	101,4	101,5	0,1
Errachidia	101,4	101,6	0,2	101,1	101,4	0,3
Ensemble	102,4	102,6	0,2	102,3	102,4	0,1

Source : Haut Commissariat au Plan.

Au cours du mois de mars de l'année 2021, les indices mensuels par ville ont connu, les hausses les plus importantes à Beni-Mellal avec 0,9%, à Fès et Dakhla avec 0,8%, à Kénitra, Tétouan et Safi avec 0,5%, à Marrakech et Laâyoune avec 0,4% et à Meknès, Tanger, Settat et Al-hoceima avec 0,3%. En revanche, une baisse a été enregistrée à Oujda avec 0,1%.

Pour l'évolution interannuelle, l'IPC a enregistré au cours des trois premiers mois de 2021 par rapport à la même période de 2020 les hausses les plus importantes à Settat avec 1,1%, à Meknès avec 0,6% et à Agadir et Casablanca avec 0,5%. En revanche, des baisses importantes ont été enregistrées à Fès et Guelmim avec 0,7% et à Oujda, Tétouan et Laâyoune avec 0,4%.

Evolution des variations interannuelles de 2019 à 2021

ANNEE	MARS/MARS (1)	VARIATION %
		LES TROIS PREMIERS MOIS (2)
2019	-0,1	-0,2
2020	1,6	1,4
2021	0,1	0,1

Source : Haut Commissariat au Plan.

(1) Variation de l'indice du mois courant par rapport au même mois de l'année précédente.

(2) Variation de l'indice moyen des trois premiers mois par rapport à celui de la même période de l'année précédente.

INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Secteurs productifs

	Situation de Janvier à Mars		
	2020	2021	VAR.%
Pêche			
Produits commercialisés de la pêche côtière et artisanale			
Poids (en Tonne)	249 730	246 409	- 1,3
Valeur (en milliers de Dh)	2 094 113	2 536 596	21,1

Source : Office National des Pêches.

	Situation de Janvier à Mars		
	2020	2021	VAR.%
Energie			
Energie nette appelée d'électricité (GWh)	9 267	9 274	0,1
Mines			
Production des phosphates (milliers de tonnes)	8 295	8 841	6,6
Bâtiment et Travaux publics			
Consommation du ciment (milliers de tonnes)	3 267	3 394	3,9

Sources : ONEE, OCP et Ministère de l'Aménagement du Territoire National, de L'urbanisme, de l'Habitat et de la politique de la ville

Echanges extérieurs

(EN MILLIONS DE DIRHAMS)	Situation de Janvier à Mars		
	2020*	2021*	VAR.%
Commerce Extérieur			
Exportations	101 489	96 147	- 5,3
Biens (FAB)	58 040	67 880	17,0
Services	43 449	28 267	- 34,9
Importations	125 784	124 965	- 0,7
Biens (FAB)	104 742	108 155	3,3
Services	21 042	16 810	- 20,1
Solde commercial	- 24 295	- 28 818	- 18,6
Taux de couverture (en %)	80,7	76,9	
Recettes M.R.E.	14 733	20 894	41,8

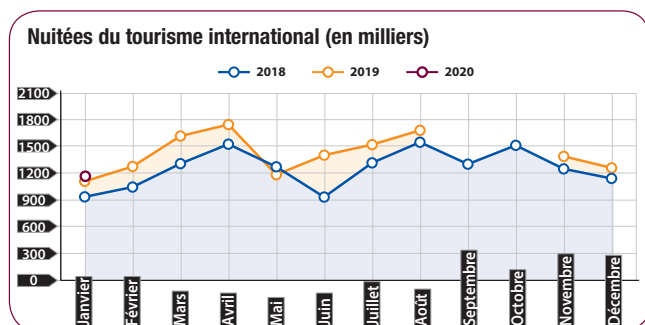
MRE: Marocains Résidant à l'Etranger

Source : Office des Changes.

Tourisme

	Situation de janvier à Décembre		
	2019	2020	VAR.%
Nuitées globales dans les établissements classés (en milliers)	25 244	6 968	- 72,4
dont : nuitées du tourisme international (en milliers)	17 406	3 470	- 80,1

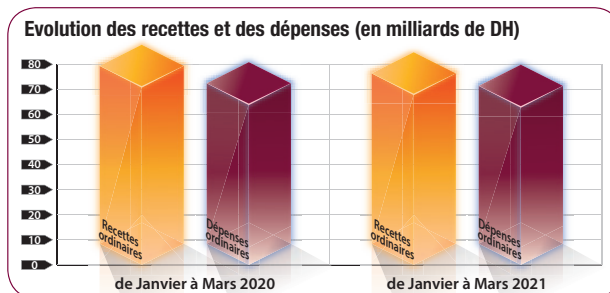
Source : Ministère du Tourisme, du Transport Aérien, de l'Artisanat et de l'Economie Sociale.



Finances publiques

(En millions de dirhams)	Situation de Janvier à Mars		
	2020 ^R	2021*	VAR.%
Recettes ordinaires	70 534	68 296	- 3,2
Dépenses ordinaires	63 973	62 685	- 2,0
Dettes publiques	5 814	5 286	- 9,1
Investissement	21 593	19 336	- 10,5
Solde Net des Comptes Spéciaux	20 586	7 035	
Solde du Budget Général	5 554	- 6 690	

Source : Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration.

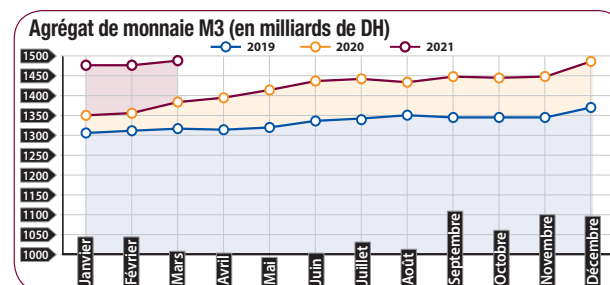


Monnaie

(En millions de dirhams)	Situation de Janvier à Mars		
	2020 ^R	2021*	VAR.%
Agrégat de monnaie M³	1 381 620	1 487 531	7,7
Agrégats de placements liquides	728 102	828 806	13,8
Créances sur l'économie	1 092 637	1 132 398	3,6
Créances nettes des ID sur l'AC	213 223	250 093	17,3
Créances nettes des ID sur les non résidents	277 023	313 665	13,2
Ressources à caractère non monétaire	251 683	245 298	- 2,5
Contrepartie des dépôts auprès du Trésor	76 392	72 065	- 5,7
Autres postes nets	- 25 973	- 35 391	36,3
Total des contreparties(1)	1 381 620	1 487 531	7,7

(1) : Total des contreparties = Créances nettes des ID sur les non résidents + Créances nettes des ID sur l'AC + Créances sur l'économie - Ressources à caractère non monétaire + Contrepartie des Dépôts auprès du Trésor + Autres postes nets.

Source : Bank Al-Maghrib.



Marché de capitaux

	Situation au mois de Mars		
	2020	2021	VAR.%
Bourse			
Volume des transactions (en millions de DH)	6 709,18	9 141,60	36,26
Capitalisation boursière (en millions de DH)	503 023,89	595 331,37	18,35
Indice MASI	9 704,85	11 483,65	18,33
Indice MADEX	7 876,80	9 336,07	18,53
O.P.C.V.M.			
	5 FEVRIER 2021	5 MARS 2021	VAR.%
Nombre	504	512	1,6
Actif nets (en millions de DH)	546 421,56	560 835,85	2,6

OPCVM : Organisme de Placement Collectif en Valeurs Mobilières

Sources : Bourse de Casablanca et Autorité Marocaine du Marché des Capitaux.

... Données non disponibles * : Données provisoires R : Données rectifiées

LA SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

au quatrième trimestre 2020

L'économie nationale a connu une contraction de 6% au quatrième trimestre 2020, sous l'effet en particulier, de la baisse de 7,3% de la valeur ajoutée du secteur agricole et de 5,5% de celle des activités non agricoles.

En attendant l'arrêté des comptes annuels provisoires en juin prochain, l'année 2020, avec cette évolution de l'économie nationale au quatrième trimestre, devrait se terminer avec une récession de l'ordre de 7,1% de la croissance économique nationale, en baisse de 0,1 point par rapport à la prévision publiée par le HCP en Janvier 2021.

Contraction de l'activité économique

La valeur ajoutée du secteur primaire en volume a enregistré une baisse de 6,8% au cours du quatrième trimestre 2020, au lieu d'une diminution de 5,2% réalisée durant la même période en 2019. Ce résultat est attribuable à la baisse de l'activité de l'agriculture de 7,3% au lieu d'une baisse de 5,6% une année auparavant et à une augmentation de celle de la pêche de 0,3% au lieu d'une baisse de 0,1%. De son côté, **la valeur ajoutée du secteur secondaire**, en volume, a connu un repli de 1,6% au quatrième trimestre 2020, au lieu d'une hausse de 2,9% le même trimestre de l'année précédente. A l'exception de l'industrie d'extraction qui a affiché une croissance positive de 8,9% au lieu de 3%, les autres branches secondaires ont dégagé des croissances négatives :

- Moins 6,7% au niveau de la construction, au lieu de 2% ;
- Moins 1,6% dans les industries de transformation au lieu de 3% ;
- Moins 0,7% dans l'électricité et eau au lieu de 3,4%.

La valeur ajoutée du secteur tertiaire, en volume, s'est, pour sa part, contractée de 7,5% au quatrième trimestre 2020, après avoir enregistré un accroissement de 3,9% le même trimestre de l'année précédente. Cette forte baisse a résulté de l'effet conjugué du repli des valeurs ajoutées :

- des hôtels et restaurants de 57,1% au lieu d'une hausse de 3,3% ;
- des transports de 18,6%, au lieu d'une progression de 6,1% ;
- du commerce de 8,2% au lieu d'une hausse de 2% ;
- des services rendus aux ménages et aux entreprises de 7,1% au lieu d'une hausse de 3,6% ;
- des services rendus par l'Administration publique générale et la sécurité sociale de 1,2% au lieu d'une augmentation de 5,7% ;

et de la hausse de celles :

- des services financiers et assurances de 2,8% au lieu de 4,6% ;
- des services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale de 0,1% au lieu de 3,4% ;
- des postes et télécommunications de 0,1 au lieu de 0,7%.

Au total, **la valeur ajoutée des activités non agricoles** a connu, ainsi, une baisse de 5,5% au quatrième trimestre 2020, au lieu d'une hausse de 3,5% la même période de l'année passée.

Dans ces conditions, et tenant compte de la baisse de 8% des impôts sur les produits nets des subventions, **le Produit Intérieur Brut (PIB) en volume** a enregistré une baisse de 6% durant le quatrième trimestre 2020 au lieu d'une hausse 2,3% une année auparavant.

Inflation maîtrisée

Aux prix courants, le PIB s'est replié de 5% au lieu d'une hausse de 3,2% une année auparavant, dégageant ainsi une hausse du niveau général des prix de 1% au lieu de 0,9%.

Repli de la demande intérieure

La demande intérieure s'est contractée de 5,5% au quatrième trimestre 2020 au lieu d'une hausse de 1,4% la même période de l'année précédente, contribuant pour moins 6,1 points à la croissance économique, au lieu d'une contribution positive de 1,6 points.

Les dépenses de consommation finale des ménages ont affiché une baisse de 4,3%, contribuant pour moins 2,4 points à la croissance économique, au lieu d'une contribution positive de 0,4 point au cours de la même période une année auparavant. La consommation finale des administrations publiques a, pour sa part, connu une baisse de 0,7%, avec une contribution négative à la croissance de 0,1 point au lieu d'une contribution positive de 1,2 point au cours de la même période de 2019.

De son côté, la formation brute de capital fixe a affiché une diminution de 9,4% au quatrième trimestre 2020, avec une contribution à la croissance économique de moins 2,6 points, au lieu de moins 0,3 point la même période de l'année passée.

Une contribution positive des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services ont, en contrepartie, dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 0,1 point au lieu de 0,8 point le même trimestre de l'année précédente. Les exportations ont affiché une baisse de 8,1% durant le quatrième trimestre 2020, avec une contribution négative à la croissance de 3,1 points au lieu d'une contribution positive de 1,6 points. De leur côté, les importations de biens et services se sont repliées de 6,6% au lieu d'une hausse de 1,7%, avec une contribution positive de 3,2 points au lieu d'une contribution négative de 0,9 point une année passée.

Allègement du besoin de financement de l'économie nationale

Avec la baisse de 5% du PIB aux prix courants et la hausse de 32,1% des revenus nets reçus du reste du monde, le revenu national brut disponible a régressé de 3,3% au quatrième trimestre 2020 au lieu d'une hausse de 2,8% l'année précédente.

Compte tenu de la baisse de 3,2% de la consommation finale nationale en valeur au lieu d'une hausse de 3,5% enregistrée une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 29,5% du PIB au lieu de 29,1%.

L'investissement brut (formation brute du capital fixe et variation des stocks) a représenté 29,6% du PIB au lieu de 33,2% durant le même trimestre de l'année précédente. Le besoin de financement de l'économie nationale s'est ainsi allégé par rapport au quatrième trimestre 2019 passant de 4,1% du PIB à 0,1% au quatrième trimestre 2020.

Valeurs ajoutées (cvs) aux prix de l'année précédente chaînés base 2007 (en millions de DH)

	4 ^{ème} trimestre 2019	4 ^{ème} trimestre 2020	Glissement annuel en %
Secteur Agricole	28 896	26 786	- 7,3
Secteur non agricole	192 548	182 012	- 5,5
Pêche	1 626	1 632	0,3
Industrie d'extraction	3 962	4 314	8,9
Industries de transformation	36 170	35 601	- 1,6
Electricité et eau	5 806	5 765	- 0,7
Bâtiment et travaux publics	12 099	11 288	- 6,7
Commerce	20 638	18 946	- 8,2
Hôtels et restaurants	5 627	2 414	- 57,1
Transports	9 857	8 022	- 18,6
Postes et télécommunications	12 605	12 618	0,1
Activités financières et assurances	13 109	13 483	2,8
Services rendus aux entreprises et services personnels	31 081	28 874	- 7,1
Administration publique générale et sécurité sociale	21 224	20 969	- 1,2
Education, santé et action sociale	18 747	18 766	0,1
Impôts sur les produits nets des subventions	38 065	35 012	- 8,0
Produit intérieur brut en volume	257 968	242 560	- 6,0
PIB hors agriculture en volume	228 056	214 796	- 5,8
Produit intérieur brut en valeur	290 866	276 201	- 5,0

Principaux emplois du PIB en volume (aux prix de l'année précédente chaînés base 2007) (en millions de DH)

	4 ^{ème} trimestre 2019	4 ^{ème} trimestre 2020	Glissement annuel en %
Dépenses de consommation finale			
- des ménages	146 602	140 298	- 4,3
- des Administrations publiques	45 183	44 853	- 0,7
- des ISBL	1 389	1 315	- 5,4
Formation brute de capital fixe	72 743	65 877	- 9,4
Exportations de biens et services	96 189	88 398	- 8,1
Importations de biens et services	132 385	123 706	- 6,6

Revenu national brut disponible et épargne nationale brute (aux prix courants) (en millions de DH)

	4 ^{ème} trimestre 2019	4 ^{ème} trimestre 2020	Glissement annuel %
Revenu national brut disponible	305 467	295 492	- 3,3
Epargne nationale brute	84 561	81 602	- 3,5
Formation brute de capital fixe	80 830	72 895	- 9,8

N.B. Tous les comptes nationaux trimestriels sont corrigés des variations saisonnières.

Source : Haut-Commissariat au Plan.

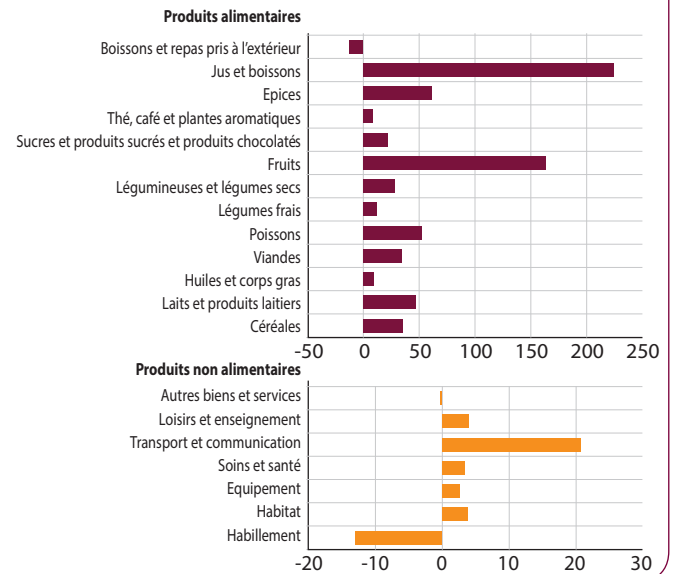
LES EFFETS DU MOIS DE RAMADAN 1442 SUR L'EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION EN 2021

La présente note relate les principaux effets du mois sacré de Ramadan 1442 sur l'évolution des prix à la consommation et particulièrement ceux des produits alimentaires. Il convient de noter que le mois sacré de Ramadan 1442 est le treizième au cours des 61 dernières années lunaires, dont l'avènement coïncide avec un mercredi. Le mois sacré présente en 2021 une similitude avec celui de l'année 1989 en termes de saison d'occurrence (avril-mai). Au cours du mois de Ramadan, la plupart des secteurs d'activité connaissent un ralentissement de leur productivité attribuable, en partie, à la réduction des heures de travail journalières. Selon la dernière enquête nationale sur l'emploi du temps réalisée par le Haut Commissariat au Plan en 2012, les marocains réduisent de près de 23% le temps consacré à leur travail professionnel. Cette réduction est de 1h12mn pour les hommes et de 19mn pour les femmes. En contrepartie, le temps consacré aux courses ménagères et aux activités domestiques s'allonge par rapport aux périodes normales, particulièrement dans les villes et chez les femmes (+47 minutes). Les habitudes de consommation des ménages changent, également, au cours du mois sacré. Selon la dernière enquête sur les dépenses de consommation des ménages, réalisée par le HCP en 2013/2014, la dépense de consommation par ménage s'apprécie de 16,3%, en moyenne, durant le mois sacré de Ramadan. Près de 82% de cette hausse est attribuable aux dépenses alimentaires. Les ménages dépensent, en moyenne, plus d'un tiers de plus en alimentation (+37%) en comparaison aux autres mois de l'année. Cette augmentation de la dépense alimentaire touche toutes les catégories de la population et s'accroît au fur et à mesure que l'on avance dans l'échelle du niveau de vie (varie de 22,5% à plus de 40% entre les deux classes sociales extrêmes). Les produits qui contribuent le plus à cette dépense supplémentaire sont les fruits (+163%), les viandes (+35%), les céréales (+35%), le lait et les produits laitiers (+47%). La dépense en produits non alimentaires augmente, quant à elle, de 4,6%, tirée notamment par la hausse de 20% des dépenses de «transport et communication» et de +3,7% des dépenses de «habitat et énergie». En revanche, la dépense d'habillement baisse de 13%, en moyenne, durant ce mois sacré, notamment en milieu rural (-17,3%).

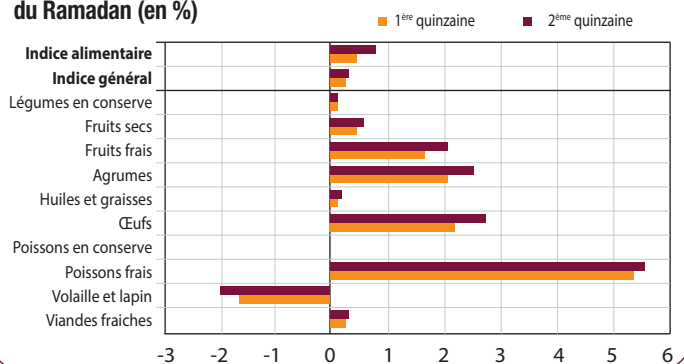
Le changement des habitudes des ménages, notamment en matière de consommation alimentaire, constitue le principal facteur de transmission de l'impact du mois sacré sur l'évolution des prix à la consommation. Cet effet est enclenché deux semaines avant l'avènement du mois de Ramadan 1442, qui coïncide cette année avec la fin du mois de mars et le début du mois d'avril. L'augmentation conjoncturelle des prix à la consommation des produits alimentaires est estimée à 0,6% pour l'ensemble du mois sacré. A noter que la deuxième quinzaine du Ramadan affiche une hausse plus accentuée des prix à la consommation alimentaires par rapport à la première (0,8%, au lieu de 0,4% respectivement). Les produits les plus touchés sont les poissons frais, les œufs et les agrumes. Les prix des poissons et des fruits de mer subissent, ainsi, une hausse d'environ de 5,6% et 5,8%, respectivement, au cours de la première et de la seconde quinzaine du Ramadan.

L'impact de la venue du mois sacré sur les œufs et les agrumes atteint +2,5% et +2,3%, respectivement, pour tout le mois de Ramadan. Les prix des fruits frais s'apprécient, pour leur part, de 1,9%. En revanche, les effets du mois sacré sur les prix de la viande rouge, de la volaille et des légumes hors tomate sont peu significatifs.

Ecart (en %) de dépense du mois de Ramadan par rapport aux autres mois de l'année par type de produits



Evaluation des effets de Ramadan sur les prix à la consommation des produits alimentaires au cours de la 1ère et de la 2ème quinzaine du Ramadan (en %)



Source : Haut Commissariat au Plan.

Dépôt légal 96/159 - ISSN : 1113-738X

HAUT-COMMISSARIAT AU PLAN



110t 31-3, Secteur 16, Hay Riad - Rabat - Maroc - BP : 178 - 10 001

Tél. : (+212) 5 37 57 69 04 - Fax : (+212) 5 37 57 69 02

Site Web : www.hcp.ma

Ce bulletin est réalisé avec la collaboration de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur

BMCE BANK OF AFRICA

البنك المغربي للتجارة الخارجية إفريقيا

